



## CHAPITRE 121

Loi concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds

[Sanctionnée le 2 février 1956]

## CHAPTER 121

An Act respecting the corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Préambule.

**A**TTENDU que la corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la municipalité et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 4 Edouard VII, chapitre 69, soit de nouveau modifiée;

Attendu que les dispositions du Code municipal ne suffisent plus à cette municipalité et que la corporation a besoin de pouvoirs additionnels;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.M.,  
s. 181a,  
aj. pour  
la corporation.

**1.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, en ajoutant après l'article 181, l'article suivant:

**"181a.** Pour assurer l'exécution de ses ordonnances, le conseil peut, par résolution, décréter la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "surintendant" et sera investi de tous les droits, pouvoirs, privilèges et obligations de l'inspecteur municipal et de l'inspecteur agraire.

Le surintendant reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, quoiqu'il ait été engagé pour un temps déterminé.

Preamble.

**W**HEREAS the corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds has, by its petition, represented that it is in the interest of the municipality and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 4 Edward VII, chapter 69, be again amended;

Whereas the provisions of the Municipal Code no longer suffice for the said municipality, and the corporation needs additional powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Municipal Code is amended, for the corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds, by adding after article 181, the following article:

M.C.,  
s. 181a,  
added for  
corporation.

**"181a.** To ensure the execution of its orders the council, by resolution, may create a municipal office the holder of which shall be called the "superintendent" and shall be vested with all the rights, powers, privileges and obligations of the municipal inspector and of the rural inspector.

The superintendent shall remain in office during the pleasure of the council, although he may have been hired for a fixed period.

La nomination d'un tel officier dispense la corporation de l'obligation de nommer un inspecteur municipal et un inspecteur agraire conformément aux dispositions de la présente section."

The appointment of such officer shall free the corporation of the obligation of appointing a municipal inspector and a rural inspector in accordance with the provisions of this section."

C.M.,  
aa. 392b-  
392c, aj.  
pour la  
corporation.

**2.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, en ajoutant après l'article 392a, les articles suivants:

**2.** The Municipal Code is amended, for the corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds, by adding after article 392a, the following articles: M.C.,  
aa. 392b-  
392c,  
added for  
corporation.

"**392b.** Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter d'ici le premier janvier 1957, un règlement de construction et de zonage amendant ou modifiant ses règlements existants, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 392a et ledit règlement ne pourra être amendé ou modifié que conformément aux dispositions dudit article.

"**392b.** Without other formality than the approval of the municipal council and the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to adopt, until the first of January, 1957, a building and zoning by-law amending or modifying its existing by-laws, in conformity with the powers derived from article 392a, and the said by-law may not be amended or modified except in accordance with the provisions of the said article.

"**392c.** Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir et fixer le droit à payer à la municipalité pour l'octroi de ce permis, lequel permis ne peut excéder trente dollars."

"**392c.** To prescribe the manner in which a permit to build shall be presented and to fix the duties to be paid to the municipality for the granting of such permit, which permit shall not exceed thirty dollars."

Validation.

**3.** L'imposition de la taxe sur les immeubles, tel que décrits au rôle d'évaluation homologué le 15 octobre 1955, et le rôle de perception, déposé le 11 novembre 1955, sont déclarés valides et légaux à toutes fins que de droit mais sans préjudice des causes pendantes quant aux frais seulement.

**3.** The imposition of the tax on im- Validation.  
moveables, as described on the valuation roll homologated on the 15th of October, 1955, and the collection roll, filed on the 11th of November, 1955, are declared valid and binding for all legal purposes but without prejudice to pending cases as to costs only.

Remise.

**4.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le conseil est autorisé à remettre aux propriétaires cinquante pour cent de la taxe foncière imposée en 1955 sur leurs bâtiments ou améliorations complétés ou construits après le 31 décembre 1954.

**4.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the council is authorized to remit to the proprietors fifty per cent of the real estate tax imposed in 1955 on their buildings or improvements completed or constructed after the 31st of December, 1954. Remittance.

C.M.,  
a. 523a,  
aj. pour  
la corporation.

**5.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, en ajoutant après l'article 523, l'article suivant:

**5.** The Municipal Code is amended, for the corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds, by adding after article 523, the following article: M.C.,  
a. 523a,  
added for  
corporation.

"523a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle, ou une partie de rue ou ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la corporation est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents, tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements, lumières de rues et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front ou de la superficie de leurs propriétés conformément aux règlements de la corporation et aux termes de l'article 759 du Code municipal et à cette fin, la corporation est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la corporation, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exige l'article 758 du Code municipal, mais ils doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures émises conformément aux dispositions de la charte, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément au Code municipal.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la corporation sans qu'il n'ait obtenu d'un ingénieur profes-

"523a. Upon petition signed by the property-owner or owners representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or portion of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the corporation is authorized to execute on its property, all permanent works such as paving, sidewalks, sewers, waterworks and their connections, traffic lights and other works called permanent and to borrow, at need, the sums of money requisite for such purposes.

In calculating the two-thirds of the properties bordering on a street or lane as aforesaid the exempted part of corner lots shall be without effect against the said petition.

The cost of these works, the interest on the loan contracted for the payment thereof and the costs and disbursements incurred in such case, for the preparation of by-laws and the negotiation of loans, shall be paid by means of a special assessment levied on the property-owners concerned in proportion to the frontage or the area of their properties in accordance with the by-laws of the corporation and with article 759 of the Municipal Code, and for such purpose the corporation is authorized to borrow all the money needed to pay for all such works.

The term of each such loan shall not exceed that of a special assessment levied for the works which are the object of such loan.

Such loans shall be ordered by by-law of the council of the corporation, but shall not be subject to the approval of the ratepayers, as required by article 758 of the Municipal Code, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

They shall be contracted by means of an issue of bonds or debentures made in conformity with the provisions of the charter, or failing provisions with respect thereto in the charter, in conformity with the Municipal Code.

Every by-law ordering such a loan must, in each case, clearly specify the object of the loan, and no by-law of such a nature shall be passed by the council of the corporation, unless the latter has obtained from a professional engineer a

sionnel, une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débetures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la corporation.

La corporation est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débetures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

written declaration, under his oath of office, stating the total cost of the works necessitating the loan and attesting that such works have been completely performed.

The special assessment levied on the interested proprietors for the permanent works made under this article shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to the payment of the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works and to redeem such bonds and registered stock at maturity, which interest and sinking-fund shall nevertheless be a charge upon the general fund to the corporation.

The corporation is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds or registered stock.

Such loans and the negotiation of the bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

Taxe  
de vente  
autorisée.

**6.** La corporation du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds peut, par règlement, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent, dite taxe de vente, de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail).

Prélèvement, etc.

Ladite taxe sera prélevée et perçue dans la municipalité du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds de la même manière et aux mêmes conditions et avec la même sanction que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

**6.** The corporation of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds may by by-law impose and levy a special tax not exceeding two per cent, called sales tax, of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions as the tax now in force and contemplated in section 4 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act).

The said tax shall be levied and collected in the municipality of the village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds in the same manner, on the same conditions and with the same sanction as the tax collected under section 4 of the said Retail Sales Tax Act.

Évaluation  
spéciale.

**7.** La terre portant le numéro de cadastre cent cinquante (150) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève, pourra être évaluée à cinquante pour cent de sa valeur réelle, vu qu'il s'agit d'une île, ne bénéficiant pas des services d'aqueduc et d'égout.

**7.** The land bearing the cadastre number one hundred and fifty (150) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Geneviève, may be valued at fifty per cent of its real value, as it is an island not enjoying the aqueduct and sewer system.

Special  
valuation.

1904,  
c. 69, s. 6,  
ab. **S.** L'article 6 du chapitre 69 de la loi  
4 Edouard VII est abrogé. **S.** Section 6 of chapter 69 of the act  
4 Edward VII, is repealed. 1904,  
c. 69, s. 6,  
repealed.

Entrée en  
vigueur. **9.** La présente loi entrera en vigueur  
le jour de sa sanction. **9.** This act shall come into force on  
the day of its sanction. Coming  
into force.

---

---